

L'UPR demande de la façon la plus solennelle à Macron et au gouvernement français de ne pas intervenir militairement en Syrie, et d'arrêter l'alignement servile et tragique de la France sur la politique belliqueuse des États-Unis.



Pour la énième fois depuis le déclenchement du conflit syrien, ni Paris, ni Washington n'ont présenté la moindre preuve qui permettrait d'attribuer à Bachar Al-Assad la responsabilité de l'attaque au gaz qui aurait été perpétrée contre la population du quartier de la Ghouta près de Damas le 7 avril dernier.

En outre, aucune des deux capitales n'ont reçu l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU pour procéder à une opération militaire contre le gouvernement syrien. Dès lors, toute opération de cette nature serait une violation du droit international et pourrait avoir des conséquences d'une gravité incalculable.

À la lumière des événements et des nombreuses "fake news" produites par le camp anglo-saxon depuis une quinzaine d'années, l'UPR appelle les médias, les responsables politiques et économiques, et tous les Français, à la plus grande méfiance devant les allégations des gouvernements américain et français.

Comme l'a révélé une dépêche d'[Associated Press](#) du 2 février dernier, dont [l'UPR s'était fait l'écho](#), les États-Unis n'ont jamais eu de preuve démontrant que le gouvernement syrien avait utilisé du gaz toxique contre sa propre population, qu'il s'agisse de la tragédie survenue en août 2013, déjà à la Ghouta, ou de la tragédie de Khan Cheikhoun survenue en avril 2017.

L'UPR rappelle aussi que c'est sur la base de la prétendue détention d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein que George W. Bush et Anthony Blair ont déclenché une guerre extrêmement meurtrière en Irak en 2003. Plus de 1,2 millions de civils irakiens, dont des centaines de milliers de femmes et d'enfants, ont été tués depuis lors, alors qu'il s'agissait d'une pure « fake news » - reconnue comme telle, quelques mois après, par le secrétaire d'État américain Colin Powell.

L'UPR rappelle encore que l'affaire Skripal s'est largement dégonflée depuis que le [chef du laboratoire militaire](#)

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro britannique de Porton Down~~, en charge d'analyser le poison qui aurait été administré à l'ex-agent russe et à sa fille, a reconnu ignorer l'origine de la substance.

Ces révélations ont mis en lumière que c'est sans aucune preuve, et en violant les procédures de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), que Londres a attribué à la Russie la responsabilité de cette prétendue tentative d'empoisonnement de l'ex-agent double. Une tentative d'empoisonnement bien mystérieuse puisqu'aux dernières nouvelles, les deux victimes - que nul journaliste ni observateur international n'a vu depuis le début de l'affaire - se porteraient aujourd'hui comme des charmes...

C'est d'ailleurs probablement en tirant les leçons du fiasco de l'affaire Skripal que la Première ministre britannique, Mme May, a décidé de ne pas emboîter le pas des États-Unis d'Amérique – du moins pour le moment – et de [demander des preuves](#) de la responsabilité de Bachar Al-Assad dans l'attaque du 7 avril.

Au lieu de jeter de l'huile sur le feu avec une folle irresponsabilité et d'obéir au moindre claquement de doigts de Washington, Macron doit mettre les efforts de la France au service de la paix mondiale, qui est aujourd'hui gravement menacée.

Le gouvernement français doit se tenir à l'écart de toute intervention militaire en Syrie, et soutenir la mise en place d'une enquête internationale dans le cadre de l'ONU, en y associant l'OIAC, pour faire la lumière sur les événements survenus le 7 avril dans la Ghouta.

L'UPR rappelle enfin que l'article 35 de la Constitution de la République pose que "la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement".

Sur un sujet aussi grave qu'un éventuel conflit mondial avec la Russie, le sort du peuple français ne doit pas dépendre des sautes d'humeur et des messages Twitter de Docteurs Folamour vaniteux et déraisonnables. Les députés et les sénateurs doivent exercer le pouvoir que leur donne notre Constitution.